



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/632  
28 novembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ARABE

---

Cinquantième session  
Point 109 de l'ordre du jour

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES  
RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS  
ET AUX PERSONNES DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

Rapport de la Troisième Commission

Rapporteur : M. Ahmed Yousif MOHAMED (Soudan)

I. INTRODUCTION

1. À sa 3e séance plénière, le 22 septembre 1995, l'Assemblée générale a, sur la recommandation du Bureau, décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquantième session, la question intitulée "Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires", et de la renvoyer à la Troisième Commission.

2. La Commission a examiné cette question à ses 19e à 23e, 25e, 32e à 34e et 36e séances, les 6, 7, 8, 9, 10, 17, 20, 21 et 22 novembre 1995. On trouvera un résumé des débats de la Commission dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.3/50/SR.19 à 23, 25, 32 à 34 et 36).

3. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie des documents ci-après :

a) Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social pour 1995 (A/50/3) ;

b) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/50/12)<sup>1</sup> ;

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 12, (A/50/12).

c) Rapport du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les travaux de sa quarante-sixième session (A/50/12/Add.1);

d) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique (A/50/413);

e) Rapport du Secrétaire général sur l'examen et étude d'ensemble des problèmes des réfugiés, des rapatriés, des personnes déplacées et des personnes participant à des migrations apparentées (A/50/414);

f) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux enfants réfugiés non accompagnés (A/50/555);

g) Lettre datée du 10 juillet 1995, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/50/275-S/1995/555);

h) Lettre datée du 9 novembre 1995, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/C.3/50/7);

i) Lettre datée du 13 novembre 1995, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/C.3/50/8).

4. À la 3e séance, le 9 octobre, le Secrétaire général adjoint à la coordination des politiques et au développement durable a pris la parole devant la Commission (voir A/C.3/50/SR.3).

5. À la 19e séance, le 6 novembre, le Directeur du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à New York a fait une déclaration liminaire.

6. À la 33e séance, le 20 novembre, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a fait une déclaration et répondu aux questions soulevées par plusieurs délégations (voir A/C.3/50/SR.33).

## II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

### A. Projet de résolution A/C.3/50/L.17

7. À la 32e séance, le 17 novembre, le représentant de l'Afrique du Sud, au nom du Groupe des États d'Afrique, a présenté un projet de résolution intitulé "Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique" (A/C.3/50/L.17).

8. Lors de la présentation du projet de résolution, le représentant de l'Afrique du Sud en a révisé oralement le texte en remplaçant les paragraphes 25 et 26 qui étaient ainsi conçus :

"25. Demande au Secrétaire général, au Haut Commissaire, au Département des affaires humanitaires du Secrétariat, aux organismes humanitaires du système des Nations Unies, à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, aux institutions régionales et internationales de financement, à l'Organisation internationale pour les migrations et aux organisations non gouvernementales d'accroître la capacité de coordination et de livraison de l'aide fournie au titre de l'assistance humanitaire d'urgence et au titre des secours en cas de catastrophe en général, et de s'employer spécialement à mettre en place les moyens d'assurer un partage régional efficace des charges entre le Haut Commissaire, le Département des affaires humanitaires, les organismes humanitaires du système des Nations Unies, les États et les autres parties concernées, pour ce qui touche à l'asile, aux secours, au rapatriement, à la réinsertion et à la réinstallation des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées, notamment des réfugiés dans les zones urbaines;

26. Demande au Haut Commissaire de revoir ses programmes généraux pour l'Afrique de façon à tenir compte des besoins croissants de la région et à poursuivre ses efforts et étendre ses activités, dans l'optique d'un partage régional efficace des charges avec le Département des affaires humanitaires, les autres organismes humanitaires du système des Nations Unies concernés, l'Organisation de l'unité africaine, d'autres organisations intergouvernementales, les organisations régionales et les organisations gouvernementales et non gouvernementales, afin de consolider l'assistance et d'accroître les services de base destinés aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées;"

par le texte suivant :

"25. Demande au Secrétaire général, au Haut Commissaire, au Département des affaires humanitaires du Secrétariat, aux organismes humanitaires du système des Nations Unies, au Comité international de la Croix-Rouge, à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, aux institutions régionales et internationales de financement, à l'Organisation internationale pour les migrations et aux organisations non gouvernementales d'accroître la capacité de coordination et de livraison de l'aide fournie au titre de l'assistance humanitaire d'urgence et au titre des secours en cas de catastrophe en général, avec les États et les autres parties concernées, pour ce qui touche à l'asile, aux secours, au rapatriement, à la réinsertion et la réinstallation des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées, notamment des réfugiés dans les zones urbaines;

26. Demande au Haut Commissaire de revoir ses programmes généraux pour l'Afrique de façon à tenir compte des besoins croissants de la région et à poursuivre ses efforts et étendre ses activités, en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, les organisations régionales et les organisations gouvernementales et non gouvernementales en Afrique, afin de consolider l'assistance et d'accroître les services de base destinés aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées;"

/...

9. À la 34e séance, le 21 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/50./L.17, tel qu'il avait été révisé oralement (voir par. 26, projet de résolution I).

B. Projet de résolution A/C.3/50/L.18

10. À la 32e séance, le 17 novembre, le représentant du Soudan, au nom de la Jordanie, du Maroc, de la Mauritanie, du Pakistan, du Qatar et du Soudan ainsi que de la Guinée-Bissau, de l'Iran (République islamique d'), des Philippines, de la République arabe syrienne et de la Turquie, a présenté un projet de résolution intitulé "Assistance aux enfants réfugiés non accompagnés" (A/C.3/50/L.18).

11. À la 34e séance, le 21 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/50/L.18 (voir par. 26, projet de résolution II).

C. Projet de résolution A/C.3/50/L.19

12. À la 32e séance, le 17 novembre, la Secrétaire de la Commission a donné lecture des amendements ci-après au projet de résolution intitulé "Examen et étude d'ensemble des problèmes des réfugiés, des rapatriés, des personnes déplacées et des personnes participant à des migrations apparentées" (A/C.3/50/L.19) :

a) Au premier alinéa du préambule, les mots "Rappelant la Convention de 1951<sup>1</sup> et le" ont été remplacés par le membre de phrase "Prenant note de la Convention de 1951<sup>1</sup> et du";

b) Au deuxième alinéa du préambule, le mot "aussi" a été supprimé après le mot "Rappelant".

13. À la même séance, le représentant de la Fédération de Russie, au nom de l'Allemagne, de l'Arménie, du Bélarus, du Danemark, de l'Espagne, de la Fédération de Russie, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Islande, du Kazakstan, du Kirghizistan, de la Norvège, de la Suède et de l'Ukraine, a présenté le projet de résolution. Par la suite, l'Afghanistan, l'Autriche, la Finlande, les Îles Marshall, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Panama, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Tadjikistan et le Turkménistan, se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

14. Lors de la présentation du projet de résolution, le représentant de la Fédération de Russie en a révisé le texte comme suit :

À la troisième ligne du paragraphe 3, les mots "des rapatriés" ont été supprimés et à la quatrième ligne, les mots "et des rapatriés" ont été insérés après les mots "déplacements involontaires".

15. À la 34e séance, le 21 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/50/L.19, tel qu'il avait été modifié et révisé oralement (voir par. 26, projet de résolution III).

16. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant de l'Azerbaïdjan a fait une déclaration (voir A/C.3/50/SR.34).

D. Projet de résolution A/C.3/50/L.20 et Rev.1

17. Le 13 novembre, l'Afrique du Sud, l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Belize, la Bulgarie, le Canada, Chypre, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, Fidji, la Finlande, la France, la Géorgie, le Ghana, la Grèce, la Hongrie, les Îles Salomon, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Malawi, le Maroc, Monaco, la Namibie, la Norvège, le Pakistan, le Panama, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République tchèque, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Rwanda, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et l'Uruguay, ont présenté un projet de résolution intitulé "Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés" (A/C.3/50/L.20) dont le texte était le suivant :

"L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les activités menées par le Haut Commissariat<sup>2</sup> et le rapport du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire sur les travaux de sa quarante-sixième session<sup>3</sup>,

Rappelant sa résolution 49/169 du 23 décembre 1994,

Soulignant que ce sont essentiellement la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés<sup>4</sup> et son Protocole de 1967<sup>5</sup> qui constituent la base juridique internationale pour la protection des réfugiés, et notant avec satisfaction que 130 États sont désormais parties à la Convention ou au Protocole, ou aux deux instruments,

Réaffirmant le caractère purement humanitaire et non politique des activités du Haut Commissariat, ainsi que l'importance capitale des fonctions du Haut Commissaire qui est chargé de fournir une protection internationale aux réfugiés et de trouver des solutions à leurs problèmes,

Félicitant le Haut Commissaire et son personnel pour la compétence, le courage et le dévouement avec lesquels ils s'acquittent de leurs responsabilités, rendant hommage aux membres du personnel qui ont risqué leur vie ou l'ont perdue dans l'exercice de leurs

---

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 12 (A/50/12).

<sup>3</sup> Ibid., Supplément No 12A (A/50/12/Add.1).

<sup>4</sup> Nations Unies, Recueil des traités, vol. 189, No 2545.

<sup>5</sup> Ibid., vol. 606, No 8791.

fonctions, et soulignant qu'il est urgent de prendre des mesures efficaces pour assurer la sécurité du personnel participant à des opérations humanitaires,

Déplorant que des réfugiés pour lesquels une solution n'a pas encore été trouvée continuent de souffrir, et notant avec une profonde inquiétude que leur protection continue d'être compromise dans de nombreuses situations, du fait de pratiques telles que le refus d'admission, l'expulsion illégale, le refoulement, la détention injustifiée et d'autres menaces à leur sécurité personnelle, à leur dignité et à leur bien-être, ainsi que de l'incapacité de faire respecter et de garantir leurs libertés et droits de l'homme fondamentaux,

Se félicitant de la ferme volonté de fournir protection et assistance aux réfugiés que continuent de manifester les États et du soutien précieux que les gouvernements apportent au Haut Commissaire dans l'accomplissement de ses tâches humanitaires, et félicitant les États, notamment les pays les moins avancés et les pays hébergeant des millions de réfugiés pendant de longues périodes, qui, malgré les graves problèmes économiques, écologiques et de développement auxquels ils se heurtent eux-mêmes, continuent d'accueillir sur leur territoire un grand nombre de réfugiés,

Préoccupée par le fait que l'apatridie, y compris l'incapacité d'établir sa nationalité, peut obliger l'intéressé à se déplacer, et soulignant que la prévention de l'apatridie et la réduction des cas d'apatridie ainsi que la protection des apatrides sont importantes pour éviter que n'apparaissent des problèmes de réfugiés,

1. Réaffirme énergiquement l'importance fondamentale de la fonction du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui est chargé de fournir une protection internationale aux réfugiés et de trouver des solutions à leurs problèmes, et la nécessité pour les États de coopérer pleinement avec le Haut Commissariat afin de l'aider à s'acquitter efficacement de cette fonction;

2. Demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, et à son Protocole de 1967, ainsi qu'aux instruments régionaux concernant la protection des réfugiés, et d'en appliquer pleinement les dispositions;

3. Demande aussi à tous les États de reconnaître le droit d'asile comme un instrument indispensable à la protection internationale des réfugiés, de garantir le droit de chercher et de trouver asile dans un autre pays contre la persécution et de faire respecter les principes régissant la protection des réfugiés, notamment le principe fondamental du non-refoulement, et de veiller à ce que les demandeurs d'asile et les réfugiés soient traités avec humanité conformément aux droits de l'homme et aux normes humanitaires internationalement reconnus;

4. Réaffirme l'importance que continue de présenter la réinstallation comme instrument de protection;

5. Réaffirme que le Haut Commissariat pour les réfugiés a pour rôle de rechercher de nouvelles mesures, conformes aux principes fondamentaux régissant une protection énoncée dans les instruments internationaux, garantissant une protection internationale à tous ceux qui en ont besoin, et attend avec intérêt les consultations officielles que le Haut Commissariat doit tenir sur la question;

6. Appelle la communauté internationale à répondre de manière mieux concertée aux besoins des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et, conformément à sa résolution 48/116, renouvelle son appui au Haut Commissaire qui, à la demande expresse du Secrétaire général ou des principaux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et avec l'accord de l'État intéressé, s'efforce, en tenant compte de la complémentarité des mandats et des responsabilités des autres organismes compétents, de fournir aide et protection humanitaires aux personnes ainsi déplacées, et souligne que l'action en faveur des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ne doit pas affaiblir l'institution de l'asile, qui englobe le droit de chercher et de trouver asile dans un autre pays contre la persécution;

7. Souligne à nouveau la relation qui existe entre la sauvegarde des droits de l'homme et la prévention des problèmes de réfugiés, considère que, pour que les États s'acquittent de leurs responsabilités en matière de réintégration des réfugiés rentrant chez eux et d'élimination de certaines des causes de mouvements de réfugiés, un régime efficace des droits de l'homme est essentiel, y compris des institutions qui garantissent l'état de droit, la justice et le principe de la responsabilité des dirigeants, et invite le Haut Commissariat pour les réfugiés à accroître ses activités de renforcement des capacités juridiques et judiciaires nationales, si nécessaire, en coopération avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;

8. Souligne en outre à nouveau l'importance critique que revêt l'aide au relèvement et au développement pour ce qui est de s'attaquer à certaines des causes des problèmes de réfugiés ainsi qu'en ce qui concerne l'élaboration de stratégies de prévention;

9. Condamne toutes les formes de violence et d'intolérance ethnique, qui font partie des principales causes de déplacement forcé et qui font obstacle à la recherche de solutions durables aux problèmes de réfugiés, et demande instamment à tous les États de combattre l'intolérance, le racisme et la xénophobie et d'encourager l'empathie et la compréhension, au moyen de déclarations publiques, d'une législation appropriée et de politiques sociales, particulièrement en ce qui concerne la situation spéciale des réfugiés et des demandeurs d'asile;

10. Prend acte avec satisfaction du Programme d'action adopté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995<sup>6</sup>, et note en particulier l'engagement résolu pris par les États dans le Programme en faveur des femmes réfugiées et des autres femmes déplacées ayant besoin d'une protection internationale, et invite le Haut Commissaire à appuyer et promouvoir les efforts déployés par les États pour élaborer et appliquer des critères et principes directeurs concernant les mesures à opposer aux persécutions dont les femmes sont victimes pour les raisons énumérées dans la Convention de 1951 et le Protocole de 1967, y compris la persécution du fait de violences sexuelles ou toute autre persécution liée au sexe, en instituant un échange d'informations sur les initiatives prises par les États pour élaborer ces critères et principes directeurs, et en assurant des activités de surveillance pour en garantir l'application équitable et systématique;

11. Réitère que, l'octroi de l'asile ou d'un refuge étant un acte pacifique et humanitaire, les camps et zones d'installation de réfugiés doivent conserver leur caractère strictement civil et humanitaire et que toutes les parties sont tenues de s'abstenir de toute activité de nature à porter atteinte à ce caractère, condamne tous les actes qui constituent une menace pour la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile ainsi que ceux qui peuvent mettre en danger la sécurité et la stabilité des États, prie les États de refuge de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le caractère civil et humanitaire des camps et zones d'installation de réfugiés soit maintenu, et invite en outre les États de refuge à prendre des mesures efficaces pour empêcher l'infiltration d'éléments armés, fournir une protection physique efficace aux réfugiés et aux demandeurs d'asile et ménager au Haut Commissariat et autres organisations humanitaires appropriées un accès prompt et sans entrave à ces derniers;

12. Encourage le Haut Commissaire à poursuivre ses activités en faveur des apatrides, dans le cadre de sa fonction statutaire visant à fournir une protection internationale et à rechercher des mesures préventives, ainsi que des responsabilités qui lui ont été confiées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 3274 (XXIV) du 10 décembre 1974 et 31/36 du 30 novembre 1976;

13. Demande au Haut Commissariat de promouvoir activement l'adhésion à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, étant donné que peu d'États sont parties à ces instruments, ainsi que de fournir aux États intéressés des services techniques et consultatifs pour la préparation et l'application d'une législation sur la nationalité;

---

<sup>6</sup> A/CONF.177/20, chap. I, résolution 1, annexe II.



14. Prie instamment les États d'adopter une législation sur la nationalité qui permette de réduire les cas d'apatridie, compte tenu des principes fondamentaux du droit international, en particulier en interdisant la privation arbitraire de la nationalité et en supprimant les dispositions permettant à un individu de renoncer à sa nationalité même s'il n'en possède pas ou n'en a pas acquis une autre au préalable;

15. Réaffirme que le rapatriement librement consenti, lorsqu'il est réalisable, offre la solution idéale aux problèmes des réfugiés, réitère le droit qu'a chacun de revenir dans son pays, et souligne qu'il incombe essentiellement aux pays d'origine de créer des conditions permettant le rapatriement librement consenti dans la sécurité et la dignité, et, considérant que tous les États ont l'obligation d'accepter le retour de leurs nationaux, demande à tous les États de faciliter le retour de leurs nationaux qui ne sont pas des réfugiés;

16. Prie tous les États de promouvoir les conditions propices au retour des réfugiés et d'aider à leur réintégration durable en fournissant aux pays d'origine l'aide au relèvement et au développement nécessaire, en coopération, selon qu'il conviendra, avec le Haut Commissariat pour les réfugiés et les organismes de développement compétents;

17. Rappelle la résolution 1995/56 du 28 juillet 1995 du Conseil économique et social relative au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies et accueille avec satisfaction la décision prise par le Comité exécutif d'examiner dans le courant de 1996 les aspects de cette résolution se rapportant aux travaux du Haut Commissariat pour les réfugiés;

18. Prend note avec satisfaction des grandes lignes du programme fixé par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire et souligne qu'il importe qu'elles soient appliquées par le Haut Commissariat, les organisations qui travaillent avec lui et autres organisations compétentes afin de garantir la protection efficace des réfugiés et de leur assurer une assistance humanitaire;

19. Réaffirme qu'il importe d'intégrer les considérations écologiques dans les programmes du Haut Commissariat, en particulier dans les pays les moins avancés et en développement qui ont accueilli des réfugiés pendant de longues périodes, note avec satisfaction que le Haut Commissariat s'efforce de mieux concentrer son attention sur la recherche de solution aux problèmes d'environnement liés à la présence de réfugiés, et demande au Haut Commissaire de promouvoir et de renforcer la coordination et la collaboration avec les pays hôtes, les donateurs, les organismes des Nations Unies compétents, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et autres parties intéressées en vue de remédier de

façon plus efficace et plus intégrée aux problèmes d'environnement liés à la présence de réfugiés;

20. Convient qu'il importe d'adopter le russe en tant que langue officielle du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour faciliter les travaux du Haut Commissariat et l'application des dispositions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, notamment dans la Communauté d'États indépendants;

21. Prie tous les États et autres donateurs de faire preuve de solidarité internationale et d'entraide avec les pays d'asile en prenant des mesures visant à alléger la charge qui pèse sur les pays qui ont accueilli un grand nombre de réfugiés, en particulier ceux qui disposent de ressources limitées, et de contribuer aux programmes du Haut Commissariat et, eu égard aux répercussions qu'ont les besoins croissants de vastes populations de réfugiés sur les pays qui les accueillent et à la nécessité d'accroître le nombre des donateurs et de mieux répartir la charge entre eux, les invite à aider le Haut Commissaire à se procurer en temps opportun des ressources supplémentaires auprès des sources gouvernementales habituelles, d'autres gouvernements et du secteur privé, de façon à répondre aux besoins des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissariat."

18. À la 33e séance, le 20 novembre, la Secrétaire de la Commission a donné lecture des amendements ci-après au projet de résolution révisé intitulé "Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés" (A/C.3/50/L.20/Rev.1) :

a) Au paragraphe 9, le membre de phrase suivant : ", dans les limites de son mandat et à la demande du gouvernement intéressé" a été inséré après les mots "Commissariat pour les réfugiés";

b) Au paragraphe 16, le membre de phrase ci-après : ", tout en reconnaissant le droit des États d'élaborer des lois régissant l'acquisition, et la perte de la nationalité ou la renonciation à celle-ci" a été ajouté à la fin du paragraphe.

19. À la même séance, le représentant du Danemark, au nom des auteurs du projet de résolution A/C.3/50/L.20, ainsi que de l'Algérie, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, du Burkina Faso, du Burundi, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, d'El Salvador, de la Gambie, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, du Kenya, du Lesotho, du Libéria, du Liechtenstein, du Mozambique, du Nicaragua, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Swaziland, du Togo, de la Zambie et du Zimbabwe, a présenté le projet de résolution révisé. Par la suite, l'Andorre, Antigua-et-Barbuda, le Bénin, la Bolivie, le Cap-Vert, le Chili, la Croatie, l'Équateur, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Gabon, la Guinée-Bissau, les îles Marshall, le Mali, Malte, le Népal, l'Ouganda, les Philippines, la Sierra Leone, le Suriname et la Thaïlande se sont joints aux auteurs du projet de résolution révisé.

20. À la 36e séance, le 22 novembre, la Secrétaire de la Commission a donné lecture de nouvelles modifications à apporter au projet de résolution révisé, comme suit :

Au paragraphe 9, le membre de phrase "accroître ses activités de renforcement des capacités juridiques et judiciaires nationales" a été remplacé par "apporter un soutien accru aux efforts déployés par les pays pour renforcer leurs capacités juridiques et judiciaires".

21. Toujours à la 36e séance, la Secrétaire de la Commission a donné lecture d'un état des incidences sur les services de conférence du projet de résolution révisé dont le texte était le suivant (voir A/C.3/50/SR.36) :

"Au paragraphe 23 du projet de résolution A/C.3/50/L.20/Rev.1, l'Assemblée générale convient qu'il importe d'adopter le russe en tant que langue officielle du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour faciliter les travaux du Haut Commissariat et l'application des dispositions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, notamment dans la Communauté d'États indépendants.

On part de l'hypothèse qu'en raison de l'introduction du russe en tant que langue officielle, des services de conférence supplémentaires qui seraient nécessaires pour les séances du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies seraient assurés dans les limites des ressources prévues au chapitre 26 E du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 et ne nécessiteraient pas l'ouverture de crédits additionnels."

22. À la même séance, les représentants de l'Ukraine et de la Fédération de Russie ainsi que le Président de la Commission ont fait des déclarations (voir A/C.3/50/SR.36).

23. À la même séance, à l'issue de nouvelles consultations, le représentant du Danemark a de nouveau révisé oralement le projet de résolution comme suit :

Au paragraphe 23, les mots "les pays de" ont été insérés après les mots "notamment dans";

24. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/50/L.20/Rev.1, tel qu'il avait été de nouveau modifié et révisé oralement (voir par. 26, projet de résolution IV).

25. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants de la Turquie, de Singapour et de l'Ukraine ont fait des déclarations (voir A/C.3/50/SR.36).

### III. RECOMMANDATIONS DE LA TROISIÈME COMMISSION

26. La Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

/...

PROJET DE RÉSOLUTION I

Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées  
en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 49/174 du 23 décembre 1994,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général<sup>7</sup> et celui du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>8</sup>,

Considérant que les pays touchés figurent pour la plupart parmi les pays les moins avancés,

Convaincue de la nécessité de renforcer la capacité qu'a le système des Nations Unies d'appliquer des programmes de secours en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées et d'en assurer la coordination générale,

Se félicitant des perspectives qui s'offrent en matière de rapatriement librement consenti et de solutions durables aux problèmes des réfugiés dans toute l'Afrique,

Rappelant sa résolution 49/7 du 25 octobre 1994, dans laquelle elle souscrivait pleinement à la convocation d'une conférence régionale pour l'assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées dans la région des Grands Lacs,

Tenant compte de la résolution CM/Res.1588 (LXII) sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées en Afrique, adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa soixante-deuxième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba du 21 au 23 juin 1995<sup>9</sup>,

Considérant qu'il est nécessaire que les États créent des conditions propices à la prévention des flux de réfugiés et de personnes déplacées et au rapatriement librement consenti,

Ayant à l'esprit que la majorité des réfugiés et des personnes déplacées sont des femmes et des enfants,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général et de celui du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

---

<sup>7</sup> A/50/413.

<sup>8</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 12 (A/50/12).

<sup>9</sup> Voir A/50/647, annexe I.

2. Note avec préoccupation que l'instabilité politique, les conflits internes, les violations des droits de l'homme, l'intervention étrangère, la pauvreté et les catastrophes naturelles telles que la sécheresse ont pour effet d'accroître le nombre des réfugiés et des personnes déplacées dans certains pays d'Afrique;

3. Se déclare vivement préoccupée par les répercussions profondes que la présence d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées a sur les pays intéressés et par ses incidences sur la sécurité, le développement socio-économique à long terme et l'environnement de ces pays;

4. Sait gré aux gouvernements africains et aux populations locales qui, en dépit de la détérioration générale des conditions socio-économiques et environnementales, et du fait que les ressources nationales ne sont déjà que trop sollicitées, continuent d'accepter, conformément aux principes pertinents du droit d'asile, le fardeau supplémentaire que leur impose l'accroissement du nombre des réfugiés et des personnes déplacées, et les assure de son ferme appui;

5. Rend hommage aux gouvernements intéressés pour les sacrifices qu'ils consentent et pour l'assistance qu'ils fournissent aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées, ainsi que pour les efforts qu'ils déploient en vue de promouvoir le rapatriement librement consenti et d'autres mesures visant à apporter des solutions appropriées et durables;

6. Exprime sa gratitude à la communauté internationale pour l'aide humanitaire qu'elle n'a cessé d'apporter aux réfugiés et aux personnes déplacées, ainsi qu'aux pays d'asile, et lui demande de continuer à fournir une assistance aux millions de réfugiés et personnes déplacées en Afrique;

7. Exprime la préoccupation que lui inspire le fait qu'en certaines régions de l'Afrique, les expulsions illégales, le refoulement de personnes ou d'autres menaces à la vie, à la sécurité physique, à la dignité et au bien-être des personnes portent atteinte au principe fondamental du droit d'asile;

8. Se félicite du renforcement à tous les niveaux de la coopération entre le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation de l'unité africaine, et demande instamment à l'une et l'autre, en collaboration avec les organes sous-régionaux compétents, les organismes du système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, la communauté internationale et les gouvernements intéressés, de redoubler d'efforts pour s'attaquer au problème à sa racine, élaborer des stratégies et trouver des solutions durables aux problèmes des personnes déplacées en Afrique;

9. Se félicite également des initiatives prises par le Haut Commissaire en application de sa résolution 49/7 et approuve le Plan d'action adopté par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura du 15 au 17 février 1995, comme cadre dans lequel devra s'inscrire la recherche de solutions aux problèmes humanitaires qui se posent dans la région des Grands Lacs;

10. Demande au Haut Commissariat pour les réfugiés d'intensifier ses activités de protection, notamment en appuyant les efforts des gouvernements africains, moyennant une formation appropriée des fonctionnaires concernés et d'autres activités tendant à accroître la capacité d'action, la diffusion d'informations sur les instruments et principes relatifs aux réfugiés et la fourniture de services financiers, techniques et consultatifs pour accélérer l'adoption ou l'amendement de lois concernant les réfugiés et leur application;

11. Rend hommage aux efforts des gouvernements et à l'importante tâche qu'accomplissent le Haut Commissariat pour les réfugiés, les organismes du système des Nations Unies, l'Organisation internationale pour les migrations, les organisations non gouvernementales et d'autres organismes qui coopèrent à la mise en oeuvre des rapatriements librement consentis de réfugiés en Afrique et demande au Haut Commissariat de continuer activement, en liaison avec l'Organisation de l'unité africaine et les gouvernements concernés, les groupements sous-régionaux et les autres parties intéressées, à rechercher des solutions durables au problème des réfugiés en Afrique, spécialement en facilitant leur retour volontaire dans leur pays, dans l'ordre et la dignité;

12. Fait appel aux gouvernements, aux organismes du système des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales ainsi qu'à la communauté internationale pour qu'ils créent des conditions facilitant le retour volontaire ainsi que la rapide réinsertion et réintégration des réfugiés;

13. Félicite les gouvernements des pays de la région des Grands Lacs et le Haut Commissaire des initiatives prises pour promouvoir le rapatriement dans le cadre d'accords tripartites sur le rapatriement librement consenti des réfugiés dans la région;

14. Encourage le Haut Commissaire à continuer de coopérer avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme aux fins de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les situations d'urgence humanitaire en Afrique;

15. Demande au Haut Commissariat d'entreprendre rapidement, en liaison avec les gouvernements des pays d'accueil, les organismes du système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales et avec la communauté internationale, une évaluation des répercussions négatives qu'a sur les communautés d'accueil la concentration de très nombreux réfugiés, en vue de prendre en temps utile des mesures concrètes pour prévenir les dommages, en particulier en ce qui concerne l'environnement et les écosystèmes des pays d'accueil, provoqués par des arrivées massives de réfugiés et pour, éventuellement, aider à réparer les dommages causés;

16. Note avec satisfaction le retour volontaire de millions de réfugiés dans leur pays à la suite des opérations de rapatriement et de réintégration qui ont été menées avec succès par le Haut Commissariat en coopération et en collaboration avec de nombreux pays d'accueil, et espère vivement que d'autres programmes d'assistance au rapatriement librement consenti de tous les réfugiés en Afrique suivront;

17. Se déclare préoccupée par la durée du séjour des réfugiés dans certains pays africains et demande au Haut Commissaire de suivre de près ses programmes dans ces pays, en tenant compte des besoins croissants de ces derniers;

18. Sait gré au Secrétaire général, au Haut Commissaire, aux institutions spécialisées, au Comité international de la Croix-Rouge, à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, aux pays donateurs et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de l'aide qu'ils apportent pour atténuer les souffrances des très nombreux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées;

19. Exprime l'espoir que des ressources supplémentaires seront mises à la disposition des programmes généraux pour les réfugiés pour que ces programmes restent à la mesure des besoins;

20. Demande aux gouvernements, aux organismes du système des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et à la communauté internationale tout entière de renforcer la capacité de réaction du Haut Commissariat face aux situations d'urgence, compte tenu de l'expérience acquise au Rwanda, et de continuer à fournir les ressources et l'appui opérationnel nécessaires pour aider les réfugiés rwandais et les pays d'accueil jusqu'à ce qu'une solution permanente puisse être appliquée;

21. Demande aussi à la communauté internationale de donateurs de fournir l'assistance matérielle et financière requise pour mettre en oeuvre des programmes de remise en état de l'environnement et des infrastructures dans les zones des pays d'asile qui sont affectées par la présence de réfugiés;

22. Demande en outre aux États Membres et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de continuer à fournir au Haut Commissaire l'appui et l'assistance financière nécessaires pour renforcer sa capacité de mener à bien des opérations d'urgence, des programmes de soins et d'entretien et des programmes de rapatriement et de réintégration à l'intention des réfugiés et des rapatriés et, le cas échéant, des personnes déplacées dans leur propre pays;

23. Lance un appel aux États Membres et aux organisations internationales et non gouvernementales pour qu'ils apportent une assistance financière, matérielle et technique adéquate dans le cadre des programmes de secours et de réinsertion entrepris en faveur des nombreux réfugiés, rapatriés volontaires et personnes déplacées et des victimes de catastrophes naturelles, ainsi que des pays touchés;

24. Prie tous les gouvernements et toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'accorder une attention particulière aux besoins spéciaux des femmes et des enfants réfugiés;

25. Demande au Secrétaire général, au Haut Commissaire, au Département des affaires humanitaires du Secrétariat, aux organismes humanitaires du système des Nations Unies, au Comité international de la Croix-Rouge, à la Fédération

internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, aux institutions régionales et internationales de financement, à l'Organisation internationale pour les migrations et aux organisations non gouvernementales d'accroître la capacité de coordination et de livraison de l'aide fournie au titre de l'assistance humanitaire d'urgence et au titre des secours en cas de catastrophe en général, avec les États et les autres parties concernées, pour ce qui touche à l'asile, aux secours, au rapatriement, à la réinsertion et la réinstallation des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées, notamment des réfugiés dans les zones urbaines;

26. Demande au Haut Commissaire de revoir ses programmes généraux pour l'Afrique de façon à tenir compte des besoins croissants de la région et à poursuivre ses efforts et étendre ses activités, en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, les organisations régionales et les organisations gouvernementales et non gouvernementales en Afrique, afin de consolider l'assistance et d'accroître les services de base destinés aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées;

27. Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante et unième session, un rapport global complet sur la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique, au titre du point intitulé "Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires", et de faire rapport oralement au Conseil économique et social à sa session de fond de 1996.

## PROJET DE RÉSOLUTION II

### Assistance aux enfants réfugiés non accompagnés

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 49/172, du 23 décembre 1994,

Sachant que la majorité des réfugiés sont des femmes et des enfants,

Considérant que les enfants réfugiés non accompagnés sont au nombre des réfugiés les plus vulnérables et ont besoin d'une assistance spéciale et de soins spéciaux,

Consciente du fait que leur retour et la réunion avec leur famille sont la seule solution à donner à la tragédie que vivent ces enfants non accompagnés,

Notant que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a établi des Principes directeurs révisés concernant les enfants réfugiés, qui ont été publiés en mai 1994,

Notant aussi les efforts déployés par le Haut Commissaire pour assurer protection et assistance aux réfugiés, y compris aux enfants réfugiés et non accompagnés, et considérant que de nouveaux efforts sont nécessaires à cette fin,

/...



Rappelant les dispositions relatives à la protection des enfants réfugiés de la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>10</sup>, ainsi que la Convention de 1951<sup>11</sup> et le Protocole de 1967<sup>12</sup> relatifs au statut des réfugiés,

1. Prend note du rapport du Secrétaire général<sup>13</sup>;
2. Se déclare vivement préoccupée par le sort des enfants réfugiés non accompagnés et souligne qu'il faut d'urgence établir leur identité et rassembler sans retard des renseignements détaillés et exacts sur leur nombre et le lieu où ils se trouvent;
3. Demande à tous les gouvernements, au Secrétaire général, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à tous les organismes des Nations Unies, aux autres organisations internationales et organisations non gouvernementales intéressées de faire tout leur possible pour aider et protéger les enfants réfugiés et hâter le retour des enfants réfugiés non accompagnés et leur réunion avec leur famille;
4. Prie instamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, tous les organismes des Nations Unies, les autres organisations internationales et les organisations non gouvernementales intéressées de prendre les mesures voulues pour mobiliser des ressources correspondant aux besoins et aux intérêts des enfants réfugiés non accompagnés et permettant leur réunion avec leur famille;
5. Condamne tous les actes d'exploitation des enfants réfugiés non accompagnés, y compris leur utilisation comme soldats ou comme boucliers humains dans les conflits armés et leur enrôlement dans les forces armées, ainsi que tous autres actes portant atteinte à leur sécurité et mettant leur vie en danger;
6. Demande au Secrétaire général, au Haut Commissaire, au Département des affaires humanitaires du Secrétariat, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et à d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales de mobiliser en faveur des enfants réfugiés non accompagnés une aide adéquate dans les domaines des secours, de l'éducation, de la santé et de la réadaptation psychologique;
7. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante et unième session de l'application de la présente résolution.

---

<sup>10</sup> Résolution 44/25, annexe.

<sup>11</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 189, No 2545.

<sup>12</sup> Ibid., vol. 606, No 8791.

<sup>13</sup> A/50/555.

PROJET DE RÉOLUTION III

L'Assemblée générale,

Prenant note de la Convention de 1951<sup>14</sup> et du Protocole de 1967<sup>15</sup> relatifs au statut des réfugiés,

Rappelant ses résolutions 48/113 du 20 décembre 1993 et 49/173 du 23 décembre 1994,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général<sup>16</sup> et le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>17</sup>,

Réaffirmant que la communauté internationale doit envisager une approche globale afin de coordonner l'action en faveur des réfugiés, des rapatriés, des personnes déplacées et des personnes participant à des migrations apparentées,

Considérant l'ampleur des déplacements de réfugiés et autres migrations apparentées qui se produisent ou risquent de se produire dans les pays de la Communauté d'États indépendants et certains États voisins,

1. Prend note du rapport du Secrétaire général<sup>16</sup> ainsi que du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>17</sup>, en particulier du paragraphe 30 de l'additif à ce rapport;

2. Prie le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, agissant en consultation avec les États intéressés et en coordination avec les organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales compétentes, de continuer à envisager et mettre au point des approches régionales globales aux problèmes des réfugiés et des personnes déplacées;

3. Sait gré au Haut Commissaire de ses efforts pour engager et poursuivre un processus préparatoire transparent en vue de la convocation d'une conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes contraintes à d'autres formes de déplacements involontaires et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins;

4. Se félicite de la création d'un secrétariat conjoint pour la préparation de la conférence, qui comprend le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les

---

<sup>14</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 189, No 2545.

<sup>15</sup> Ibid., vol. 606, No 8791.

<sup>16</sup> A/50/414.

<sup>17</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 12 (A/50/12); et ibid., Supplément No 12A (A/50/12/Add.1).

migrations et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ainsi que son Bureau pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme;

5. Prie le Haut Commissaire, agissant en étroite coopération avec les États et les organisations intergouvernementales intéressées, de convoquer la conférence en 1996;

6. Remercie les organes et organismes des Nations Unies et autres organisations et institutions internationales de leur précieuse contribution au processus préparatoire de la conférence;

7. Prie instamment tous les États intéressés et les organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales compétentes d'appuyer ce processus;

8. Engage tous les États et toutes les organisations régionales et intergouvernementales à fournir au Secrétariat l'appui et les ressources nécessaires pour la préparation et la tenue de la conférence;

9. Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante et unième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

#### PROJET DE RÉSOLUTION IV

##### Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les activités menées par le Haut Commissariat<sup>18</sup> et le rapport du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire sur les travaux de sa quarante-sixième session<sup>19</sup>,

Rappelant sa résolution 49/169 du 23 décembre 1994,

Réaffirmant l'importance de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés<sup>20</sup> et de son Protocole de 1967<sup>21</sup>, qui sont la pierre angulaire du système international de protection des réfugiés, et notant avec satisfaction que 130 États sont désormais parties à la Convention ou au Protocole, ou à ces deux instruments,

---

<sup>18</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 12 (A/50/12).

<sup>19</sup> Ibid., Supplément No 12A (A/50/12/Add.1).

<sup>20</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 189, No 2545.

<sup>21</sup> Ibid., vol. 606, No 8791.

Réaffirmant également le caractère purement humanitaire et non politique des activités du Haut Commissariat, ainsi que l'importance capitale des fonctions du Haut Commissaire, qui est chargé de fournir une protection internationale aux réfugiés et de trouver des solutions à leurs problèmes,

Félicitant le Haut Commissaire et son personnel pour la compétence, le courage et le dévouement avec lesquels ils s'acquittent de leurs responsabilités, rendant hommage aux membres du personnel qui ont risqué leur vie ou l'ont perdue dans l'exercice de leurs fonctions, et soulignant qu'il faut prendre d'urgence des mesures efficaces pour assurer la sécurité du personnel participant à des opérations humanitaires,

Déplorant que des réfugiés pour lesquels une solution n'a pas encore été trouvée continuent de souffrir, et notant avec une profonde inquiétude que leur protection continue d'être compromise dans de nombreuses situations, du fait de pratiques telles que le refus d'admission, l'expulsion illégale, le refoulement, la détention injustifiée et d'autres menaces à leur sécurité personnelle, à leur dignité et à leur bien-être, ainsi que de l'incapacité de faire respecter et de garantir leurs droits de l'homme et leurs libertés fondamentales,

Prenant acte avec satisfaction de la ferme volonté de fournir protection et assistance aux réfugiés que les États continuent de manifester et du soutien précieux que les gouvernements apportent au Haut Commissaire dans l'accomplissement de ses tâches humanitaires, et félicitant les États, notamment les pays les moins avancés et les pays hébergeant des millions de réfugiés pendant de longues périodes, qui, malgré les graves problèmes économiques, écologiques et de développement auxquels ils se heurtent eux-mêmes, continuent d'accueillir sur leur territoire un grand nombre de réfugiés,

Constatant que dans certaines régions, le recours abusif par certaines personnes aux procédures régissant le droit d'asile compromet l'institution de l'asile et nuit à la protection prompte et efficace des réfugiés,

Préoccupée par le fait que l'apatridie, y compris l'incapacité pour une personne d'établir sa nationalité, peut obliger cette personne à se déplacer, et soulignant à cet égard que la prévention de l'apatridie et la réduction des cas d'apatridie ainsi que la protection des apatrides sont importantes pour éviter que n'apparaissent des problèmes de réfugiés,

1. Réaffirme énergiquement l'importance fondamentale et le caractère purement humanitaire et non politique de la fonction du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui est chargé de fournir une protection internationale aux réfugiés et de trouver des solutions à leurs problèmes, et la nécessité pour les États de coopérer pleinement avec le Haut Commissariat afin de l'aider à s'acquitter efficacement de cette fonction;

2. Demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967, ainsi qu'aux instruments régionaux concernant la protection des réfugiés, et d'en appliquer pleinement les dispositions;

3. Demande aussi à tous les États de reconnaître le droit d'asile comme un instrument indispensable à la protection des réfugiés, de faire respecter les principes régissant la protection des réfugiés, notamment le principe fondamental du non-refoulement, et de veiller à ce que les demandeurs d'asile et les réfugiés soient traités avec humanité conformément aux droits de l'homme et aux normes humanitaires internationalement reconnus;

4. Réaffirme le droit qu'a toute personne, sans distinction d'aucune sorte, de chercher et de trouver asile dans un autre pays contre la persécution;

5. Réaffirme qu'il importe d'assurer à toute personne en quête de protection internationale l'accès à des procédures justes et efficaces permettant de déterminer le statut de réfugié ou, le cas échéant, à d'autres mécanismes appropriés afin de faire en sorte que les personnes ayant besoin d'une telle protection internationale soient identifiées et bénéficient de cette protection sans préjudice de la protection que garantissent aux réfugiés la Convention de 1951, le Protocole de 1967 et les instruments régionaux pertinents;

6. Réaffirme l'importance que continue de présenter la réinstallation comme instrument de protection;

7. Réaffirme son appui au Haut Commissariat pour les réfugiés, qui est chargé de rechercher de nouvelles mesures en vue de garantir une protection internationale à tous ceux qui en ont besoin, conformément aux principes fondamentaux relatifs à la protection qui figurent dans les instruments internationaux, et attend avec intérêt les consultations officieuses que le Haut Commissariat doit tenir sur la question;

8. Appelle la communauté internationale à répondre de manière mieux concertée aux besoins des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et, conformément à sa résolution 49/169, renouvelle son appui au Haut Commissaire, qui, à la demande expresse du Secrétaire général ou des principaux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et avec l'accord de l'État intéressé, s'efforce, en tenant compte de la complémentarité des mandats et des responsabilités des autres organismes compétents, de fournir une aide et une protection humanitaires aux personnes ainsi déplacées, et souligne que l'action en faveur des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ne doit pas affaiblir l'institution de l'asile, qui englobe le droit de chercher et de trouver asile dans un autre pays contre la persécution;

9. Souligne à nouveau la relation qui existe entre la sauvegarde des droits de l'homme et la prévention des problèmes de réfugiés, considère que la promotion et la protection efficaces des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment au moyen d'institutions garantissant l'état de droit, la justice et le principe de la responsabilité des dirigeants, sont essentielles pour permettre aux États d'éliminer certaines des causes des mouvements de réfugiés et de s'acquitter de leurs responsabilités humanitaires en matière de réintégration des réfugiés rentrant chez eux et, à cet égard, invite le Haut Commissariat pour les réfugiés dans les limites de son mandat et à la demande du gouvernement intéressé à apporter un soutien accru aux efforts déployés par les

pays pour renforcer leurs capacités juridiques et judiciaires, si nécessaire, en coopération avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;

10. Souligne également que l'aide au relèvement et au développement est essentielle pour s'attaquer à certaines des causes des problèmes de réfugiés ainsi que pour l'élaboration de stratégies de prévention;

11. Condamne toutes les formes de violence et d'intolérance ethniques, qui font partie des principales causes de déplacement forcé et qui font obstacle à la recherche de solutions durables aux problèmes des réfugiés, et demande instamment à tous les États de combattre l'intolérance, le racisme et la xénophobie et d'encourager l'empathie et la compréhension, au moyen de déclarations publiques, d'une législation appropriée et de politiques sociales, particulièrement en ce qui concerne la situation spéciale des réfugiés et des demandeurs d'asile;

12. Prend acte avec satisfaction du Programme d'action adopté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995<sup>22</sup>, et en particulier l'engagement résolu pris par les États en faveur des femmes réfugiées et des autres femmes déplacées ayant besoin d'une protection internationale, et invite le Haut Commissaire à appuyer et promouvoir les efforts déployés par les États pour élaborer et appliquer des critères et principes directeurs concernant les mesures à opposer aux persécutions dont les femmes sont victimes pour les raisons énumérées dans la Convention de 1951 et le Protocole de 1967, y compris les violences sexuelles ou toute autre forme de persécution liée au sexe, en instituant un échange d'informations sur les initiatives prises par les États pour élaborer ces critères et principes directeurs, et en veillant à ce qu'ils soient appliqués équitablement et systématiquement par les États concernés;

13. Réitère que, l'octroi de l'asile ou d'un refuge étant un acte pacifique et humanitaire, les camps et zones d'installation de réfugiés doivent conserver leur caractère strictement civil et humanitaire et que toutes les parties sont tenues de s'abstenir de toute activité de nature à porter atteinte à ce caractère, condamne tous les actes qui constituent une menace pour la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile ainsi que ceux qui peuvent mettre en danger la sécurité et la stabilité des États, demande aux États de refuge de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le caractère civil et humanitaire des camps et zones d'installation de réfugiés soit maintenu, et invite en outre les États de refuge à prendre des mesures efficaces pour empêcher l'infiltration d'éléments armés, fournir une protection physique efficace aux réfugiés et aux demandeurs d'asile et permettre au Haut Commissariat et aux organisations humanitaires appropriées d'avoir promptement et librement accès à ces derniers;

14. Encourage le Haut Commissaire à poursuivre ses activités en faveur des apatrides, dans le cadre de sa fonction statutaire consistant à fournir une protection internationale et à rechercher des mesures préventives, ainsi que des

---

<sup>22</sup> A/CONF.177/20, chap. I, résolution 1, annexe II.

responsabilités que l'Assemblée générale lui a confiées dans ses résolutions 3274 (XXIV) du 10 décembre 1974 et 31/36 du 30 novembre 1976;

15. Demande au Haut Commissariat de promouvoir activement l'adhésion à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides<sup>23</sup> et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie<sup>24</sup>, étant donné que peu d'États sont parties à ces instruments, ainsi que de fournir aux États intéressés des services techniques et consultatifs pour l'élaboration et l'application de lois sur la nationalité;

16. Demande aux États d'adopter des lois sur la nationalité qui permettent de réduire les cas d'apatridie, compte tenu des principes fondamentaux du droit international, en particulier en interdisant la privation arbitraire de la nationalité et en supprimant les dispositions qui permettent à une personne de renoncer à sa nationalité alors qu'elle ne possède pas, ou n'a pas acquis au préalable, une autre nationalité, tout en reconnaissant le droit des États d'élaborer des lois régissant l'acquisition, la perte de la nationalité ou la renonciation à celle-ci;

17. Réaffirme que le rapatriement librement consenti, lorsqu'il est réalisable, offre la solution idéale aux problèmes des réfugiés, et demande aux pays d'origine, aux pays d'asile, au Haut Commissariat et à la communauté internationale tout entière de tout mettre en oeuvre pour permettre aux réfugiés d'exercer leur droit de rentrer chez eux dans la sécurité et la dignité;

18. Réaffirme le droit qu'a chacun de revenir dans son pays et souligne à cet égard qu'il incombe essentiellement aux pays d'origine de créer des conditions permettant le rapatriement librement consenti des réfugiés, dans la sécurité et la dignité, et, considérant que tous les États ont l'obligation d'accepter le retour de leurs nationaux, demande à tous les États de faciliter le retour de leurs nationaux qui ne sont pas reconnus comme réfugiés;

19. Demande à tous les États de promouvoir des conditions propices au retour des réfugiés et d'aider à leur réintégration durable en fournissant aux pays d'origine l'aide au relèvement et au développement nécessaire, en coopération, selon qu'il conviendra, avec le Haut Commissariat pour les réfugiés et les organismes de développement compétents;

20. Rappelle la résolution 1995/56 du 29 juillet 1995 du Conseil économique et social relative au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies et accueille avec satisfaction la décision prise par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés d'examiner dans le courant de 1996 les aspects de cette résolution se rapportant aux travaux du Haut Commissariat pour les réfugiés;

---

<sup>23</sup> Voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 360, p. 117.

<sup>24</sup> Ibid., vol. 989, p. 175.

21. Prend note avec satisfaction des grandes lignes du programme fixé par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire et souligne qu'il importe qu'elles soient appliquées par le Haut Commissariat, les organisations qui travaillent avec lui et les autres organisations compétentes afin de garantir la protection efficace des réfugiés et de leur assurer une assistance humanitaire;

22. Réaffirme qu'il importe d'intégrer les considérations écologiques dans les programmes du Haut Commissariat, en particulier dans les pays les moins avancés et en développement qui ont accueilli des réfugiés pendant de longues périodes, note avec satisfaction que le Haut Commissariat s'efforce de rechercher plus activement de solutions aux problèmes d'environnement liés à la présence de réfugiés, et demande au Haut Commissaire de promouvoir et de renforcer la coordination et la collaboration avec les pays hôtes, les donateurs, les organismes des Nations Unies compétents, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et les autres parties intéressées en vue de régler de façon plus efficace et plus intégrée les problèmes d'environnement liés à la présence de réfugiés;

23. Convient qu'il importe d'adopter le russe en tant que langue officielle du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour faciliter les travaux du Haut Commissariat et l'application des dispositions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, notamment dans les pays de la Communauté d'États indépendants;

24. Demande à tous les États et autres donateurs de faire preuve de solidarité internationale et d'entraide avec les pays d'asile en prenant des mesures pour continuer à alléger la charge qui pèse sur les pays qui ont accueilli un grand nombre de réfugiés, en particulier ceux dont les ressources sont limitées, de contribuer au financement des programmes du Haut Commissariat et, eu égard aux répercussions qu'ont les besoins croissants de vastes populations de réfugiés sur les pays qui les accueillent et à la nécessité d'accroître le nombre des donateurs et de mieux répartir la charge entre eux, d'aider le Haut Commissaire à se procurer en temps opportun des ressources supplémentaires auprès des sources gouvernementales habituelles, d'autres gouvernements et du secteur privé, de façon à répondre aux besoins des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissariat.

-----